

## le SNPDEN décrit "des tensions". Le Snes-FSU parle de "chaos"

5-6 minutes

"Il y a des tensions dans plusieurs centres de délibération" du bac, rapporte le 4 juillet 2019 à AEF info, Bruno Bobkiewicz, secrétaire national du SNPDEN. Cela fait notamment suite à la demande du MEN de prendre la note du contrôle continu des candidats pour les épreuves dont les notes au bac n'auraient pas été communiquées par des correcteurs grévistes aux jurys ([lire sur AEF info](#)). Selon le SNPDEN, la situation est "différente d'un territoire à l'autre", tandis que le Snes-FSU évoque une "situation de chaos". À Aix-Marseille, le recteur assure que "les jurys délibèrent normalement".



© Pixabay

Le Snes-FSU, qui soutient les enseignants qui ne transmettent pas leurs notes, affirme ce jeudi, dans un communiqué, que "les professeurs convoqués ce matin pour délibérer sur les résultats du baccalauréat refusent en masse de statuer sur les élèves ne disposant pas de la totalité des résultats de leurs épreuves terminales".

Selon le syndicat enseignant, "un nombre massif d'incidents est signalé sur l'ensemble du territoire national : levée de l'anonymat

des candidats, expulsion du jury par un proviseur, menace d'appel des forces de l'ordre, notes délivrées et/ou saisies par des personnes non habilitées, consignes du ministre techniquement irréalisables, etc."

"Les consignes du ministre annoncées hier de prendre la note de contrôle continu, au mépris du droit et du principe d'égalité de traitement de tous les candidats, sont seules responsables de cette désorganisation qui met en péril juridique le baccalauréat 2019", estime le syndicat qui trouve que "le ministre préfère le chaos au dialogue". Le syndicat, qui proteste contre le souhait du ministre prendre la moyenne du contrôle continu en cas d'absence de note de l'examen, alerte "sur le risque de non-validité des diplômes qui seraient délivrés dans ces conditions".

### **pas de problème à Aix-marseille, selon le recteur**

Sur son compte [twitter](#), le recteur d'Aix-Marseille, Bernard Beignier, assure que "toutes les copies du baccalauréat [sont] corrigées et remises" et que "les jurys délibèrent normalement et dans la sérénité". "Tous les enseignants ont fait preuve d'un vrai esprit de service public avec des organisations syndicales responsables et citoyennes."

"des tensions" et une situation "variable d'un territoire à l'autre" (snpden)

Selon le SNPDEN, la situation dans les centres de délibération est "variable d'un territoire à l'autre". "Dans certaines académies, comme Clermont-Ferrand, il n'y a eu aucun problème alors que c'est plus compliqué à Bordeaux. À Créteil, la situation est très variable d'un centre à l'autre", rapporte Bruno Bobkiewicz, interrogé par AEF info.

Selon le syndicaliste, "il manque parfois des notes, le plus souvent en philosophie et histoire-géographie, et il faut dans ce cas, récupérer les notes de contrôle continu, ce qui prend du temps". Le premier syndicat de chefs d'établissement rapporte "des tensions dans certains centres de délibération" : "certains enseignants ne souhaitent pas remplacer les notes par celles du contrôle continu et il y a des tensions entre grévistes et non grévistes".

"Parfois, il a fallu décaler les jurys à jeudi après-midi pour saisir les notes" mais le SNPDEN pense que "tout sera prêt demain", jour prévu de l'annonce des résultats, grâce à un "gros travail des chefs d'établissement".

un mouvement de blocage très marginal (MEN)

Le MEN a répondu à France Info que le mouvement de blocage des jurys était "très marginal" et a compté une "vingtaine de cas". Il

maintient que "les résultats seront publiés demain [vendredi]".

Pour rappel, 4 millions de copies sont rédigées par les candidats pendant l'examen du bac et sont corrigées par 174 331 correcteurs. Il y a 4 635 centres d'examen qui sont répartis dans toute la France ainsi que dans 93 pays étrangers. Selon le MEN, environ 80 000 copies du baccalauréat étaient manquantes mercredi soir.

### **une intersyndicale dénonce "des pressions inacceptables"**

"Nous demandons au ministre de mettre fin à ces pressions inacceptables et d'engager un véritable dialogue indispensable au bon fonctionnement du service public d'Éducation pour permettre la communication des résultats du baccalauréat", écrivent dans un communiqué commun 6 organisations enseignantes (CGT Éduc'action, Fnec FP-FO, Snalc, Snep-FSU, Snes-FSU et SUD Éducation). Elles réagissent aux menaces de sanction des autorités pour les enseignants qui ne communiquent pas leurs notes ([lire sur AEF info](#))

Les organisations signalent qu'elles "soutiennent tous les collègues mobilisés sur le baccalauréat ou sur le brevet des collèges qui seraient menacés". En cas de sanction, elles préviennent qu'elles "les assisteront dans leur recours et appelleront toute la profession à soutenir financièrement les grévistes".